

# Citoyen du monde à Montrouge

numéro 60 Décembre 2008

## Vers une crise sociale majeure ?

Etudes à rallonge et emplois au rabais, avenir bouché ; les jeunes n'ont pas accès au marché du travail, les conditions sont pires que du temps de la génération précédente ; on peut s'attendre à une vague de licenciements massifs : la **révolte** en Grèce a surpris par sa virulence et sa capacité à mobiliser une partie importante de la jeunesse du pays.

Modification des programmes et suppressions de postes très mal reçues dans l'enseignement secondaire ; dotations budgétaires jugées insuffisantes ou inégalitaires dans le supérieur : la gigantesque machine de l'éducation nationale est-elle en train de se gripper de toutes parts ? Les signes d'un mécontentement croissant se multiplient en tout cas à tous les niveaux. Le mécontentement gagne même les présidents d'université. Blocages d'établissements, bousculades, perturbations et incidents divers affectent le fonctionnement d'établissements secondaires un peu partout en France. Des manifestations lycéennes nombreuses, répétées et insistantes, souvent nerveuses et ponctuées de scènes de violence.

Allons-nous vers une crise sociale majeure ? Non seulement en France, mais dans toute l'Europe ?

Les réponses apportées par le gouvernement à l'inquiétude des Français sont dérisoires. Changez de voiture, même si ce n'est pas nécessaire. Endettez-vous, grâce à nos prêts à taux zéro. « Créez votre emploi »...

**Non seulement Tête-à-Claques ne craint pas la confrontation, mais il l'espère.** Il poursuit ses provocations : le travail le dimanche, la retraite à soixante-dix ans, ne sont que les plus récentes. Il faut lui reconnaître qu'il est resté fidèle aux « idéaux » de sa jeunesse, avec les Devedjian, Alain Madelin, et autres. Quelle revanche ont-ils à prendre, ces champions de la lutte de la classe des nantis contre ceux qui n'ont à vendre que leur force de travail ?

Il l'espère, et **il s'y prépare**, systématiquement. Centralisation et renforcement des forces de police, multiplication des fichiers intrusifs, durcissement de la politique pénale. Abaissement des syndicats, atteintes au droit du travail, restrictions au droit de grève. Mainmise sur l'audiovisuel, d'une part grâce à ses amis qui possèdent les télé privées, d'autre part en s'arrogeant le droit de nomination et de révocation du président de France Télévision.

**Il va comme d'habitude chercher à diviser les Français** : les « privilégiés » qui disposent d'un logement en HLM alors qu'ils disposent de ressources financières supérieures à la moyenne ; les fonctionnaires qui bénéficient de la sécurité de l'emploi, quand ceux du secteur privé sont menacés ; les jeunes contre les vieux ...

**Il pourrait y parvenir.** Car il touche à un travers bien de chez nous. Les citoyens qui s'intéressent à la chose publique adorent ainsi rechercher les points qui sont susceptibles de les distinguer les uns des autres. Un fossé s'est creusé entre ceux qui ont cru à l'émancipation des peuples par la révolution russe de 1917, quelque distance qu'ils aient pris par la suite, et ceux qui n'y ont pas cru. Ceux qui, au moment du référendum sur l'Europe, n'ont pas fait le même choix tactique, les uns en faveur du « oui », les autres pour le « non », font comme si une frontière les séparait pour l'éternité...

Alors qu'une crise sociale majeure est inéluctable et pleine de dangers, **l'heure est au rassemblement.** Même si son chef a su par des promesses fallacieuses et des positionnements hypocrites conquérir en 2007 une majorité, le gouvernement mène aujourd'hui une politique qui ne profite qu'à une toute petite minorité de la population. Au-delà des choix tactiques, de l'histoire des uns et des autres, il s'agit par-dessus tout de rester unis.

Bonnes fêtes de fin d'année !

## Bonnes nouvelles

**A Oslo, une centaine de pays s'engagent à interdire les bombes à sous-munitions.** Il s'agit de bombes, roquettes ou obus qui, en éclatant, dispersent des centaines de sous-munitions dont beaucoup n'explorent pas immédiatement, et demeurent ainsi un danger pour les populations civiles, parfois jusqu'à trente ans après leur lancement. Les ONG, en particulier Handicap international, se réjouissent de la signature du traité. (*Le Monde*, 4 décembre).

## Réchauffement climatique

**Mode de vie.** « Vous ne voulez pas changer votre mode de vie, mais vous voulez empêcher le changement climatique : les deux ne sont pas compatibles, il vous faut choisir ». « Les pays riches –si l'on met à part l'ex-bloc soviétique- ont laissé croître leurs émissions de gaz à effet de serre de 14,5 % entre 1990 et 2006, trahissant leurs engagements de Kyoto. Sur la période 1980-2005, les émissions des Etats-Unis font à peu près le double de celles de la Chine, et plus de sept fois celles de l'Inde. Le monde occidental doit nous expliquer ce qu'il compte faire pour réduire ses émissions. Ce sont des **négociations très dures**. Elles ne portent pas sur l'environnement mais sur l'économie. Le changement climatique exige que nous partagions l'effort. » (*Sunita Narain, Indienne et spécialiste des questions d'écologie, Le Monde*, 5 décembre).

**La Chine** fera observer qu'elle n'est responsable que de 8 % des émissions de CO2 accumulées dans l'atmosphère entre 1900 et 2005 (la part des Etats-Unis étant de 30 %, et celle des Etats aujourd'hui regroupés dans l'Union européenne de 23 %) ; que les émissions par personne sont aujourd'hui 5 fois moins importantes que celles des Etats-Unis ; qu'une large part de ses émissions servent à fabriquer des biens consommés en Occident.

Elle demandera par conséquent aux pays développés d'assumer l'essentiel de l'effort en matière de réduction des émissions.

Cependant, la Chine, et surtout son agriculture, souffrent des conséquences du réchauffement. Et elle a déjà engagé des efforts pour réduire sa consommation énergétique de 20 % par unité de PIB au cours du plan quinquennal actuel (2006-2010) ; elle a mis en place plusieurs dispositifs pour améliorer l'efficacité énergétique dans l'habitat et les transports ; elle veut faire passer la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie de 8 % en 2006 à 16 % d'ici 2020. (*Zhongxiang Zhang, Alternatives internationales, décembre*).

**Le Brésil.** La déforestation représente 75 % des émissions de gaz à effet de serre du pays. Les milieux industriels et agro-industriels demandent que les pays riches, historiquement responsables de la crise climatique, financent des programmes de développement durable en Amazonie. (*Alternatives internationales, décembre*).

**Pour les Nations unies, la crise financière est une occasion unique pour réorienter l'économie mondiale vers un modèle « vert »**, Achim Steiner, le directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement, en est convaincu. Il a chargé l'économiste indien Padan Sukhdev de faire la démonstration que la protection de l'environnement constitue un gisement de croissance et d'emplois. [*Jusque là, très bien*].

Pour cela, il faut donner un prix à la nature et aux services essentiels qu'elle nous rend [*ça se gâte !*]. « Sans cela, nous ne serons pas capables d'intégrer le coût du capital naturel et de sa destruction dans nos raisonnements ». C'est ainsi que des chercheurs de Cambridge ont valorisé les services écologiques rendus par les 100 000 réserves naturelles existant dans le monde à 5 000 milliards de dollars par an, soit plus que le chiffre d'affaires cumulés de l'automobile, de la sidérurgie et des services informatiques... [*A ce point, la foi dans la « science » économique devient du délire. Il est vrai qu'il a fallu qu'un économiste, Nicholas Stern, chiffre, en 2006 le coût du changement climatique, pour que certains décideurs prennent enfin la question au sérieux... Quand on voit l'inefficacité, et les abus, auxquels aboutit la création d'un « marché » du CO2 !*]

**Il n'y a pas que le CO2.** Le méthane est considéré par le GIEC (Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat) comme l'un des principaux gaz à effet de serre. Pour comptabiliser avec une seule mesure les émissions des différents gaz, on utilise la notion d'« équivalent CO2 ». Les effets des différents gaz sur le climat sont d'ampleur et de longévité très différentes. C'est ainsi que le GIEC propose aujourd'hui un coefficient 7 pour caractériser les effets sur le climat d'un kilo de méthane par rapport à celle d'un kilo de CO2 sur une période de 500 ans, de 25 sur une période de 100 ans, et de 72 sur une période de 20 ans. Très vite c'est le coefficient du méthane à 100 ans qui est devenu la règle pour la plupart des décideurs : il ne compte alors que pour 15 % du total des émissions, loin derrière le CO2, crédité de 76 %. Le débat s'est donc focalisé sur le gaz carbonique (CO2).

Mais si l'échéance 2030 devient primordiale, l'analyse change du tout au tout : **les 360 millions de tonnes de méthane émises chaque année au niveau mondial ont un effet intégré d'ici à 2030 équivalent à 26 milliard de tonnes de CO2, autant que le CO2 émis par l'ensemble des énergies fossiles !**

Est-il possible de réduire significativement les émissions de méthane ? Les principales « sources » sont les émissions fugitives du système énergétique (33%), les décharges d'ordures ménagères (23 %), la rumination des animaux domestiques (le rot des vaches, notamment) (15%), et la culture du riz (15 %). Le potentiel de réduction est de l'ordre de 30 %. Il est crucial que la convention climat propose des objectifs séparés pour le CO2 et pour le méthane. (*Benjamin Dessus, Le Monde, décembre*).

**Le Réseau Action Climat, Greenpeace, WWF et les Amis de la Terre** dénoncent le compromis négocié le 12 décembre par les **chefs d'Etat européens sur le paquet énergie-climat**, et appellent donc les parlementaires européens à l'amender lors de leur vote du 17 décembre.

Les ONG environnementales considèrent que l'accord sur la réduction des émissions dans les secteurs non industriels (habitat, transport, agriculture...) est en totale contradiction avec l'objectif de long terme de l'Europe de limiter le réchauffement global bien en deçà de 2°C :

- Les Chefs d'Etat sont restés très ambigus sur l'objectif de 30% de réduction des émissions européennes pour 2020. Objectif pourtant annoncé en grande pompe l'année dernière.

- l'accord négocié aujourd'hui prévoit que plus de deux tiers des réductions pourront se faire hors du territoire européen, par de la compensation carbone.

- les leaders européens ont également refusé d'introduire un système de sanctions efficace (notamment des amendes), lacune fondamentale, qui n'incite pas les gouvernement à respecter leurs engagements.

S'agissant du marché des permis de polluer, **l'immense majorité des industriels européens ne se verront pas appliquer le principe du pollueur-payeur**. Ils continueront à recevoir gratuitement des droits à polluer. Cette décision a été prise sans preuve sérieuse que l'achat de ces droits réduirait la compétitivité internationale de l'industrie européenne. Dans les pays de l'Est, et « grâce » notamment à la Pologne, les compagnies électriques continueront également à recevoir 70% de leurs quotas gratuitement en 2013. Et ce malgré les profits extraordinaires qu'elles pourront réaliser en passant le coût des permis dans leurs prix, alors qu'elles ont reçu gratuitement ces derniers. Au final, les consommateurs paieront pendant que les producteurs d'électricité s'en mettront plein les poches !

Les ONG insistent sur le fait que la mise aux enchères doit devenir la norme pour l'ensemble des industriels couverts par le marché de droits à polluer quand le système sera révisé après la conférence de Copenhague, en 2010. Le revenu des enchères devra aller à la lutte contre le réchauffement climatique et ses impacts, dans les pays en développement et en Europe.

Enfin, **l'Europe a lamentablement échoué à s'engager de manière contraignante sur le soutien des pays en développement** pour qu'ils s'adaptent aux impacts inévitables des changements climatiques et réduisent leurs émissions. Ce refus de soutenir les pays en développement envoie un signal bien négatif à la Conférence internationale sur le climat qui bat son plein à Poznan en Pologne.

Les ONG demandent aux dirigeants européens de relancer les discussions sur le soutien financier des pays en développement et de proposer, dès mars 2009, un mécanisme contraignant à la hauteur des besoins. Pour faire avancer les négociations internationales, il est urgent que l'Europe affiche clairement sa volonté de supporter une part équitable du coût de la lutte contre le changement climatique. Selon le RAC-F, Greenpeace, WWF et les Amis de la Terre « c'est une journée noire pour l'Europe. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont tourné le dos à leur responsabilité de protéger le climat. » (*communiqué du RACF, Poznan, le 12 décembre*).

## La fin du pétrole

Le prix du baril de pétrole est tombé au-dessous de 40 \$ ! (5 novembre). [Folie des marchés ! Aucune anticipation !]. C'est la brutale dégradation du marché du travail aux Etats-Unis en novembre (- 533 000 emplois) annoncée quelques heures plus tôt, qui a fait plonger les cours du brut. Les pays producteurs qui puisent dans la rente pétrolière pour subventionner les produits de première nécessité et financer des programmes sociaux doivent réaliser de douloureux ajustements. Devenus moins compétitifs, producteurs d'éthanol et d'énergies renouvelables seront eux aussi affectés. (*Le Monde, 7-8 décembre*).

En France, le gouvernement débloque trois projets autoroutiers, gelés depuis le Grenelle de l'environnement : A 63 (entre Bordeaux et la frontière espagnole), A 150 (Rouen Le Havre) et A 355 (contournement ouest de Strasbourg). (*Le Monde, 7-8 décembre*). [Nul !].

L'Afrique du Sud renonce à sa deuxième centrale nucléaire « en raison de l'importance des investissements ». (*Le Monde, 7-8 décembre*).

## Monde

**Le Monopole des terres agricoles.** Depuis environ un an, on assiste, dans des dizaines de pays du monde, à une accélération frénétique de la quête des bonnes terres arables à louer ou à acheter. La Corée du Sud, qui possède déjà 2,3 millions d'hectares hors de son territoire, va louer en plus 1,3 million d'hectares de terres (non cultivées à ce jour) à l'Etat malgache (ce qui représente plus de la moitié des terres actuellement cultivées de l'île), pour y cultiver du maïs et des palmiers à huile. La Chine contrôle deux millions d'hectares agricoles, le Japon 300 000 ha, l'Arabie Saoudite, 1,6 million d'hectares, les Emirats arabes unis, 1,3.

Les pays visés sont l'Indonésie, le Pakistan, ou, plus choquant, des pays souffrant de la faim de manière récurrente : Madagascar, les Philippines, le Soudan, le Laos, le Cambodge...

Au risque « d'entraîner l'émergence d'un pacte néocolonial pour la fourniture de matières premières sans valeur ajoutée dans les pays producteurs, et des conditions de travail inacceptables pour les ouvriers agricoles », comme le redoute Jacques Diouf, directeur général de la FAO (agence des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation).

A Madagascar, le déboisement met déjà en grand péril l'exceptionnelle biodiversité de l'île, unique sur la planète.

Immenses monocultures, pesticides et engrais, OGM, déstructuration des agricultures paysannes locales... Comment la population va-t-elle s'accommoder de ces immenses enclaves gérées par des techniciens étrangers, dans des pays où les conflits agraires sont chroniques ? (*Politis, 4 décembre*).

**A l'étranger, on nous envie notre Président.** Le 16 novembre, le président russe a stupéfié un auditoire à Washington en se livrant à une petite imitation de M. Sarkozy. Il agitait les épaules en moquant « l'émotion » de son homologue français, qui « aime parler à la tribune ». Deux jours plus tôt, M. Medvedev déclarait que M. Sarkozy n'était pas à l'origine de l'arrêt des opérations armées russes en Géorgie. (*Le Monde*, 5 décembre).

**Etats-Unis. Des patrons acceptent de réduire leur salaire à 1\$ symbolique par an.** Les patrons de l'industrie automobile américaine (General Motors, Chrysler, Ford), qui avaient scandalisé l'opinion en venant *en jet privé* quémander une aide de l'Etat font maintenant profil bas, et c'est *en voiture hybride* qu'ils sont venus solliciter une aide de ... 34 milliards de dollars. En contrepartie, ils sont prêts à ramener leur salaire à 1 \$ par an (mais quand même pas à rembourser les sommes pharamineuses qu'ils percevaient jusqu'à maintenant : par exemple, en 2007, alors que les difficultés s'accumulaient sur Ford, M. Mulally, le patron, a empoché 21 millions de dollars...). Et GM propose, d'ici 2012, de sacrifier un tiers de ses salariés soit 31 500 emplois, et de ramener le nombre de ses concessionnaires aux Etats-Unis de 6 500 à 4 700. (*Le Monde*, 4 décembre).

## France

**Hypocrisie.** L'écologie et le développement durable, la ville et le logement, l'enseignement supérieur et la recherche sont des priorités affichées par le gouvernement. Mais pas de chance, dans le projet de loi de finances rectificative, examiné à l'assemblée nationale le 9 décembre, les **annulations de crédit** touchent principalement ces secteurs. Le rapporteur de la commission des finances, Gilles Carrez (UMP), même lui, se demande : «le décalage est-il dû à la piètre qualité de la prévision de dépense ou, au contraire, résulte-t-il d'une volonté délibérée d' « afficher » un montant de crédits jugés significatifs lors de la discussion de la loi de finances initiale ? » [*Poser la question, c'est y répondre*]. (*Le Monde*, 10 décembre).

**Contrition, ou, là encore hypocrisie ? « La privatisation des autoroutes a été « une erreur »,** reconnaissent, mais un peu tard, Patrick Ollier, député des Hauts-de-Seine, et Gérard Longuet, président de l'Agence pour le financement des infrastructures de transport (Afitf).

Eh oui ! car maintenant, comment financer les travaux nécessaires pour les infrastructures de transport, voies ferrées et navigables, ports et autoroutes ? Le budget de l'Afitf, créée à cet effet fin 2004, devait être alimenté par les péages des autoroutes, mais leur privatisation précipitée, en décembre 2005, a tari la source ... ! L'absence de crédits pour de grands travaux est d'autant plus fâcheuse que, en pleine crise, ils pourraient jouer un rôle de soutien à l'activité. (*Le Monde*, 4 décembre).

**Et vous, bénéficiez-vous du bouclier fiscal ?** Le bouclier fiscal coûte au budget de l'état 246 millions d'€. Il profite, contrairement à ce que l'on tente de nous faire croire, aux plus riches. 15 066 français en bénéficient, soit moins de 0,04% des contribuables. Les écarts entre les sommes reversées sont énormes : ainsi 2 242 d'entre eux ont un revenu supérieur à 41 982 €, ils reçoivent 82,9% du montant reversé par le fisc, soit chacun 84 700 € en moyenne. Mieux : **671 nantis détenant plus de 15 millions de patrimoine reçoivent chacun 231 900 € en moyenne.** Encore plus scandaleux, 13 d'entre eux choyés par le fisc déclarent un revenu annuel de 3 573 € (moins qu'un RMI annuel) ! Pour ce faire ils jouent sur les niches fiscales, ces 13 coquins fort malins, ne payent que 47 € d'impôt sur le revenu mais reçoivent un chèque de 147 704 € le fisc maintient ainsi leur imposition globale sous le seuil de 60%\*. Autre conséquence leur ISF qui s'élève à 162 353 € est ainsi réduit à 20 649 €.

(*La liste de Pascal*, 9 décembre). Pour s'inscrire à cette liste, cliquez sur ce lien : [mailto:pascal@desmotscratie.net?subject=Inscription\\_liste\\_SVP](mailto:pascal@desmotscratie.net?subject=Inscription_liste_SVP).

**Fusion ANPE-Assedic.** Il ne faut pas s'y tromper, le Pôle –emploi, résultant de la fusion de l'ANPE (aide à la recherche d'emploi) et des Assedic (indemnisation des chômeurs) sera moins destiné à répondre aux besoins des chômeurs qu'à devenir le bras armé d'un gouvernement animé par deux obsessions. Faire tomber artificiellement le taux de chômage à 5% ; et fournir rapidement une main d'œuvre flexible et bon marché au patronat.

« Notre travail consistera à appliquer le principe de l'offre raisonnable d'emploi, c'est-à-dire à rencontrer les gens pour les répartir dans des métiers en tension, et, s'ils refusent, leur faire signer les refus d'offres d'emploi pour les **radier**. Derrière les promesses mensongères du gouvernement d'offrir un accompagnement renforcé, il s'agit de mettre en œuvre une logique de contrôle », remarque le secrétaire de FO-ANPE.

« Le vécu par les personnels est terrible, car on leur renvoie une image extrêmement dévalorisée de leur métier, on les fragilise personnellement dans le contact avec les usagers. Les demandeurs étant par ailleurs insatisfaits d'un service rendu au rabais », souligne le porte parole du SNU-ANPE.

Et la privatisation se profile : en 2009, 100 millions d'euros sont budgétés pour les « opérateurs privés de placement ».

La grève des salariés de l'ANPE, le 1<sup>er</sup> décembre a été la grève la plus suivie en 40 ans d'existence. (*Politis*, 11 décembre).

**Big Brother.** En janvier 2009, l'ADN de plus d'un million de personnes aura été enregistré. On compte chaque mois 25 000 saisies nouvelles. La France s'inspire ici de la Grande Bretagne, qui a enregistré 4,3 millions d'empreintes génétiques, et qui vient d'être condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour le « caractère général et indifférencié » de la conservation des empreintes digitales, échantillons biologiques et profils ADN des personnes soupçonnées d'avoir commis des infractions mais non condamnées. Elle a estimé qu'il s'agissait d'une « atteinte disproportionnée au respect de la vie privée ». (*Le Monde* 9 décembre).

**France, terre d'accueil (encore vrai ?) Atiq Rahimi**, qui a fui l'Afghanistan pour la France il y a 22 ans, a obtenu le prix Goncourt 2008 pour son roman *Syngue sabour*.

Récompense saluée par le ministre français des affaires étrangères : « la France n'est jamais davantage elle-même que lorsqu'elle manifeste sa capacité à accueillir et à encourager des talents tels que celui d'Atiq Rahimi... ».

Alors même que le ministre de l'immigration s'apprêtait à rapatrier de force 54 jeunes Afghans, arrêtés sans papiers dans la région de Calais.

« Les renvoyer dans leur pays », note Atiq Rahimi dans un communiqué transmis par le Réseau éducation sans frontières, « c'est les condamner à un avenir certain, c'est prendre le risque de les laisser aux mains des fondamentalistes qui détournent le désespoir de cette jeunesse à des fins religieuses extrémistes. En offrant l'asile à ces jeunes, comme elle le fit pour moi en 1985, la France les aidera à poursuivre leurs études et à ne pas tomber dans l'abîme de l'ignorance ». Les autorités françaises ont renoncé au projet d'expulsion. (*Le Monde*, 7-8 décembre).

**Toujours aussi provocateur, Tête-à-Claques !** Zorro veut nous protéger des fous dangereux. Qu'on les enferme ! Y a qu'à ! Multiplication des structures d'enfermement, restriction des possibilités de sortie des malades mentaux... **Les professionnels sont atterrés** : « J'ai eu honte de ne pas avoir dit : « monsieur le président, c'est impossible » ; « Cela n'a pas de sens, depuis vingt ans, on abat les murs de l'hôpital et aujourd'hui, on les reconstruit. C'est un total **retour en arrière**. » « Le message global, qu'il faudrait se défendre contre les malades, est inacceptable, il renforce le stigmate de la folie. Le risque zéro ne peut exister en médecine. Il conduit à enfermer, non à soigner. » (*Le Monde*, 4 décembre). *Ils n'y connaissent rien. Tête-à-Claques, lui, sait. Et peut-être que cela va lui valoir un ou deux points de plus dans les sondage, sait-on jamais ?*

**Agriculteurs. Un quart des agriculteurs vit sous le seuil de pauvreté**, laminés par la politique de baisse des prix.

Les secteurs les plus sinistrés sont ceux de **l'élevage ovin** (à cause des importations libres de Nouvelle-Zélande ; vendu autour de 6€ , le kilo revient à 7 € ; 10 % des exploitations ovines auront disparu en 2008) , des **fruits et légumes** (à cause des importations, notamment du sud de l'Espagne et du Maroc, et de la pression de la grande distribution), et des bovins fournissant de **la viande**. La **filière laitière**, également, connaît une grave crise. Régis Hochard (porte-parole de la Confédération paysanne) : « avec l'accord de la FNSEA, l'Elysée a ouvert les vannes des quotas laitiers en février 2008, avec l'idée qu'il faut voler au secours du pouvoir d'achat, et que, pour cela, tous les moyens sont bons pour faire tomber les prix, alors que dans ce secteur le marché avait atteint un équilibre satisfaisant pour tout le monde. Résultat : d'ici à trois ans, il y aura au moins mille producteurs en moins ».

Régis Hochard n'écarte pas la part de responsabilité des consommateurs : « s'ils voulaient consacrer une demi-heure par semaine à s'approvisionner dans les fermes, sur les marchés de producteurs, dans des Amap, dans des boutiques de paysans, en désertant les grandes surfaces, non seulement ils nous aideraient à vivre, mais en plus ils paieraient moins cher la viande, les fruits, les légumes et les fromages ». (*Politis*, 4 décembre).

**PS.** Le texte d'orientations adopté par le PS préconise « une politique active du Smic avec des hausses régulières et significatives, en recherchant de nouveaux mécanismes d'**indexation** » ; « l'instauration d'une **fiscalité écologique** » ; une réforme fiscale accroissant la **progressivité des impôts** et supprimant le bouclier fiscal ; un service public de la petite enfance ; une politique de l'immigration « humaine et digne de la France, fondée sur un juste équilibre entre famille, travail et asile, reconnaissant ceux qui sont en France depuis longtemps et ont fait la preuve de leur insertion » ; « la stratégie du rassemblement de la gauche », et le refus d'alliance avec le MoDem, « qui prône aujourd'hui une politique économique et sociale qui se situe aux antipodes de nos orientations ». « Nous n'admettons pas de voir notre parti se transformer progressivement en un parti au service d'une candidature ; **il est temps d'en finir avec la personnalisation des enjeux** ». (*Le Monde*, 7-8 décembre).

**Enseignement. « Le niveau baisse » (?)** Selon une enquête de l'éducation nationale, en 1996, les élèves de 12-14 ans faisaient 2,5 fois plus de fautes d'**orthographe** que leurs camarades années 1920. Mais, selon André Chervel, spécialiste de la langue française, « si l'on voulait vraiment revenir au niveau des années 1920-1950, il faudrait que les élèves y passent au moins une heure par jour pendant la majeure partie de leur scolarité. On serait alors obligé de renoncer à des enseignements modernes qui sont d'une importance majeure ».

« Jusqu'à la loi Guizot de 1833, les maîtres d'école non seulement n'enseignaient pas l'orthographe, mais ils l'ignoraient », écrit encore André Chervel. « C'est alors que se créent les écoles normales par lesquelles va désormais passer toute l'élite de l'instruction primaire et dans lesquelles l'enseignement de l'orthographe se taille la part du lion. La même profession qui, jusque là, s'employait à faciliter l'apprentissage de la lecture en simplifiant les graphies archaïques, va défendre bec et ongles son orthographe, qu'elle a eu tant de mal à acquérir, qui atteste son savoir-faire professionnel, et qui joue un rôle déterminant dans sa promotion sociale.

Les anciens « maîtres d'école » se muent en « instituteurs » ne jurant plus que par l'orthographe. Ils en maîtrisent bien la didactique. Le système de notation leur permet de distinguer aisément les bons élèves. La dictée se répand et il suffit de répéter indéfiniment l'exercice pour obtenir de bons résultats au certificat d'études... ».

Jusqu'alors, « l'orthographe s'était transformée d'elle-même, naturellement, entre 1650 et 1835. Tous les douze ans en moyenne, un aspect important de notre écriture a changé ».

André Chervel préconise donc une **réforme de l'orthographe** de grande ampleur. « Par exemple, supprimer les doubles consonnes inutiles pour la prononciation. Appeler s'écrit *apelar* en espagnol. Supprimer les *h* après les *t* ou les *r*, remplacer *ph* par *f*. On dit *ipotesi* en italien pour hypothèse, *biblioteca* en espagnol pour bibliothèque. Il faut que tous les jeunes, dans l'avenir, maîtrisent une orthographe simplifiée. Qu'elle ne devienne pas l'apanage d'une classe cultivée. Une orthographe de caste. Car la contrepartie de la réforme, c'est bien le retour à un enseignement rigoureux de l'orthographe. Il faut réformer pour pouvoir enseigner. » (*Le Monde* 2, 6 décembre).

## Courrier des lecteurs

**JCM** Je crois que Monsieur X pouvait dire la chose suivante :

Notre héros c'est Robin des bois, mais à l'envers : "Il vole les pauvres pour sauver les riches !"

Le paquet fiscal c'était évidemment un cadeau à quelques individus au détriment de tous. La rumeur publique a relayé sans broncher que c'était pour relancer la croissance, et tous le monde l'a cru (puisque bien peu ont exprimé des doutes au sujet de ce dogme qui sévit depuis 30 ans, à savoir la transsubstantiation miraculeuse de l'argent pour les riches en bienfaits pour les pauvres). Et comme les caisses sont vides (ça tombe bien, et pour cause...) on prend maintenant l'argent de la Caisse des dépôts (qui appartient à tous et devait financer le logement social) pour "sauver" l'économie (laquelle n'est pas tombé malade par hasard).

Il ne faut pas mépriser l'habileté diabolique de ces manoeuvres en montrant du doigt l'absence de résultats concrets, le seul résultat recherché est la remontée dans les sondages (pour pouvoir continuer dans la même veine), et ça marche. Le bon peuple de France bave d'admiration devant son Astérix qui n'a pas peur de faire la leçon aux grands du monde entier (sauf aux Romains pour cette fois).

Maintenant c'est la crise économique (qui n'est pas celle de 29, mais c'est une excellente référence quand il s'agit de faire peur) et les mêmes bonimenteurs (qui cherchent à se tromper collectivement eux-mêmes, avant de tromper les autres en passant) nous expliquent doctement que c'est la fin de la mondialisation et de la finance sauvage, qu'on va vers une reprise en main par les politiques et vers une régulation démocratique. On nage en plein délire. Quant à moi, je suis persuadé qu'au final ce sera exactement l'inverse : encore moins de démocratie et encore plus de souffrances pour les plus démunis. C'est facile à démontrer : les crises profitent à ceux qui savent saisir les opportunités et pas à ceux qui croient béatement aux miracles.

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.